

Guerre et communication en ex-Yougoslavie

"Depuis le début des conflits, les informations diffusées par les médias de l'ex-Yougoslavie ont consisté pour l'essentiel en discours nationalistes et en attaques et insultes généralisées dirigées contre les autres peuples. Il n'est pas surprenant que ce phénomène ait conduit directement à la perpétration d'horribles atrocités sur les champs de bataille et dans l'ensemble du territoire"¹. La "découverte" récente de charniers dans la région de Srebrenica - où six à dix mille hommes musulmans² ont disparu lors de l'offensive des troupes du général Ratko Mladic en juillet 1995 - et la très probable excavation d'autres fosses communes en différents points de l'ex-territoire yougoslave, sont la conséquence directe et la manifestation la plus extrême des politiques de purification ethnique. Orchestrées par les pouvoirs politico-militaires nationalistes, poussées parfois jusqu'à leur logique meurtrière la plus folle, ces politiques de purification ethnique ont pour point commun d'avoir été appuyées et rendues possibles par des médias devenus, dès 1990, les auxiliaires les plus fidèles des partis au pouvoir dans les différentes républiques³.

Ce lien ombilical prévaut encore aujourd'hui, seul le contexte a changé - la logique de paix l'emportant désormais sur la logique de guerre - et explique les changements de discours perceptibles ici et là dans les médias écrits et audiovisuels. Ces derniers ne sont, in fine, que le baromètre des politiques officielles. L'exemple de la Serbie est significatif de ce mécanisme. Le revirement de la politique du président Milosevic - depuis plusieurs mois engagé dans un processus de lâchage des dirigeants de la République Serbe de Bosnie et des éléments les plus extrémistes de son parti à Belgrade - afin de garder le pouvoir et d'apparaître comme un "homme de paix irréfutable", ne doit pas faire oublier son soutien et ses encouragements passés à ses "ennemis" d'aujourd'hui. De même, le panégyrique dressé par la quasi-totalité des organes de presse nationaux au président Slobodan

¹ *Rapport spécial sur les médias* de Tadeusz Mazowiecki, Rapporteur spécial désigné par la résolution 1994/72 de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, E/CN.4/1995/54 du 13 décembre 1994, p. 35.

² *Le Monde* cite le chiffre de vingt mille hommes musulmans portés disparus sur le sol bosniaque (8 février 1996).

³ On pense en particulier, par ordre décroissant, à la Serbie, à la Croatie et à la Bosnie-Herzégovine...

Milosevic, qui "ne cesse de déployer des efforts pour qu'aboutisse enfin la paix", la condamnation des extrémistes serbes de Bosnie, parfois présentés comme les "responsables" des massacres de Srebrenica⁴, ne sauraient occulter l'appui médiatique dont ont longtemps bénéficié à Belgrade les serbes croates et bosniaques dans leurs politiques d'agressions et de conquêtes. En matière de médias aussi, tout est affaire de tactique.

D'aucuns ont pu qualifier la guerre yougoslave de "conflit moyenâgeux"; son caractère résolument moderne nous apparaît au contraire résider dans la position centrale qu'ont eue les médias dans le processus de dislocation de la Yougoslavie. Centrale, parce qu'en Serbie, en Croatie ou en Bosnie-Herzégovine des organes de presse ont été les maîtres d'oeuvre de la violence intercommunautaire. Des études⁵ ont montré, en effet, qu'en plus d'avoir préparé psychologiquement le terrain, en cultivant et en flattant les sentiments nationalistes avant même l'amorce des combats, médias écrits et audiovisuels ont constitué de redoutables armes de guerre, dont se sont servis indistinctement les extrémistes de tous bords quand les affrontements ont commencé. L'absence de fermeté et de réaction de la communauté internationale face à ce déchaînement médiatique, qui a lourdement porté atteinte à "la paix et à la sécurité internationales", doit conduire à l'avenir à la mise en place d'une réponse qui pourrait prendre la forme d'une "Voix de la communauté internationale". Pour soustraire les populations à la propagande nationaliste en opposant l'information à la désinformation.

⁴ En fait, la presse serbe tente au pire de nier les faits, comme dans cet article intitulé "Il n'y a pas de preuves", paru le 23 janvier dans *Evropske Novine*, qui stipule (auteur non précisé) que "(...) le ministre des affaires étrangères de la République Serbe, Dragan Kijac, a affirmé que (...) John Schattuck a visité certaines localités à proximité de Srebrenica mais qu'il n'a pas trouvé de preuves sur les prétendus crimes à l'encontre des musulmans". Ou, au mieux, de les diluer à la façon d'un article titré "Plus que des hypothèses", paru lui dans *Evropske Novosti* le 1er février, et qui précise qu'il "(...) n'est pas exagéré de croire que sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine se trouvent 300 charniers. Il y en a sans doute beaucoup plus a affirmé hier Elizabeth Rehn. Elle considère que l'on peut s'attendre, dans un laps de temps très proche, à découvrir encore un grand nombre de charniers qui portent les âmes de Musulmans et de Croates. Elle pense que les Musulmans et les Croates ont commis un nombre important de meurtres, ce qui sera un thème de recherche et de jugement au Tribunal de La Haye". (Traduction de Sonja Milenkovic).

⁵ Voir notamment Thompson M., *Forging War : The Media in Serbia, Croatia and Bosnia-Hercegovina*, London, Article 19/International Centre Against Censorship, 1994. Et de La Brosse Renaud, "Les médias machines de guerre en ex-Yougoslavie", in *Les médias de la haine*, Paris, Reporters sans frontières/La Découverte, 1995, pp. 113-128.

Guerre médiatique

L'une des vertus pédagogiques du conflit en ex-Yougoslavie aura été de démontrer que, de même qu'il n'y a pas de guerre sans morts, il ne peut plus aujourd'hui y avoir de guerre sans mots d'ordre, donc sans communication. Loin d'être anecdotique, l'instrumentalisation des médias au service d'objectifs et d'intérêts "nationaux" relève d'un plan mûrement réfléchi, lui-même partie d'une stratégie soit de conquête et d'affirmation identitaire - particulièrement en Serbie, soit de défense au sens large.

L'expression "guerre médiatique" prend ici tout son sens puisque qu'on a affaire, comme dans toute situation de guerre, à un contexte d'affrontement et de conflit lié à des buts et à des objectifs politiques ("La Grande Serbie", "La Grande Croatie", etc.) qui renvoient non seulement à des fins stratégiques (conquêtes territoriales, prises ou destructions de cibles privilégiées, nettoyage ethnique...) et à des moyens adéquats (contrôle des médias) mais qui requièrent également une méthode, une tactique pour "toucher" l'adversaire (propagande, désinformation, manipulation, mensonge, etc.).

La dimension temporelle de cette guerre médiatique conduit à distinguer trois types d'actions à l'oeuvre⁶. Tout d'abord, les actions à long terme d'éducation, de conditionnement des esprits et de modelage des mentalités, qui correspondent grosso modo à la phase du développement des nationalismes jusqu'en juin 1991. Ensuite, les actions à moyen terme qui ont pris la forme de campagnes d'opinion destinées à propager certains thèmes ou certaines idées allant dans le sens d'objectifs bien définis. Enfin, des actions tactiques conjoncturelles, indissociables des précédentes, telles que rumeurs et mensonges...

Contrôle des médias et manipulation de l'Histoire

Un climat de méfiance puis de haine de l'autre, se nourrissant des peurs ancestrales et jouant sur un nationalisme exacerbé, s'est progressivement exprimé dans chaque république à partir de la fin des années 1980. Si la perméabilité des opinions publiques aux messages simplistes et xénophobes véhiculés par les médias ne laisse pas d'étonner, celle-ci s'explique en fait par l'existence d'un terreau exceptionnellement propice. En effet, l'impact des messages médiatiques pourrait être comparés aux

⁶ Voir l'article de l'amiral Pierre Lacoste, "La guerre médiatique", in *Défense Nationale*, décembre 1987, pp. 25-33.

effets d'une drogue hallucinogène sur des opinions restées marquées par les déchirements de la guerre de 1940; événements dramatiques dont on sait qu'ils ont été totalement "refoulés" et occultés par un pouvoir fédéral et par la volonté d'un homme, Tito, de crainte que tout rappel, toute allusion à ces faits ne réveillent les pires démons et ne conduisent à l'éclatement de la Fédération... Ce sont finalement le maintien de ce tabou pendant des décennies et l'absence d'une salutaire entreprise d'exorcisation collective au sortir de la guerre - par un véritable travail historique public d'analyse des faits et des responsabilités - qui ont rendu plus facile la manipulation de l'histoire⁷ par les partis politiques nationalistes confirmés ou arrivés au pouvoir dans les ex-républiques fédérées avec la tenue des élections libres de 1990.

La structure même du système médiatique fédéral mis en place sous Tito - caractérisé par une forte décentralisation, pour garantir à chaque culture des plages d'expression, et où chaque république avait développé son propre complexe médiatique⁸ - a favorisé la main mise de ces partis nationalistes sur ce qu'ils considéraient désormais comme leurs médias...

En Serbie, dès 1987, Slobodan Milosevic prend le contrôle de la télévision de Belgrade juste après s'être "imposé" à la tête du parti communiste : la direction est remplacée par des hommes de confiance et membres du parti chargés de renforcer la pression idéologique du "renouveau nationaliste serbe" ; plusieurs centaines de journalistes n'adhérant pas à la politique de Slobodan Milosevic sont mis à la porte de la télévision et des journaux à Belgrade, Novi-Sad et Pristina. Au début de l'été 1990, l'homme fort de Belgrade fait fermer la radiotélévision en langue albanaise et interdire le journal Rilindja dans la province du Kosovo. Le verrouillage quasi total des médias permet au leader serbe et à son parti, le Parti Socialiste Serbe, d'emporter les premières élections libres en décembre 1990... Outre le groupe de presse écrite Politika, le vecteur principal de la mystification de l'Histoire en Serbie a été la télévision, traditionnelle dispensatrice de l'idéologie officielle et média de loin le plus important, du fait qu'il

⁷ Voir à ce propos Gordana Igric, "*Relectures guerrières de l'histoire yougoslave*", in *Le Monde Diplomatique*, septembre 1995. L'article démontre l'entreprise de démolition de l'histoire passée de la Fédération, à travers la lecture des nouveaux manuels scolaires.

⁸ Pour ne prendre que l'exemple de la télévision, la Radio Télévision Yougoslave (RTY) n'était en fait qu'un réseau de coordination des 8 centres de télévision présents dans les différentes républiques. C'est un organisme central basé à Belgrade, le JRT, qui était chargé de la coordination des échanges de programmes entre ces centres.

constitue encore aujourd'hui⁹ la seule source d'information pour plus de 90% des serbes.

Pour souder la population, la propagande officielle puise aux sources de la mystique serbe : celle d'un peuple victime et martyr malmené par l'histoire, et celle de la Grande Serbie, indissolublement liée à la religion orthodoxe. Dès 1987, donc, les intellectuels les plus nationalistes se relaient à la télévision et encensent le passé de la nation serbe alors que se multiplient dans les journaux les feuilletons historiques magnifiant la grande Serbie médiévale et les articles répertorient les injustices et les attaques dont ont été victimes les serbes, de la bataille de Kosovo Polje en 1389 - qui voit la victoire des Ottomans et qui met fin à l'autonomie de la Serbie - au "génocide" perpétré contre les populations serbes en 1941 par l'État croate¹⁰ indépendant, reconnu par Hitler et Mussolini et dirigé par Ante Pavelitch, chef du mouvement nationaliste des Oustachis responsable de l'assassinat du roi Alexandre en 1934...

En réécrivant l'Histoire, en se basant sur des bribes de réalité - c'est-à-dire par le biais d'une mémoire sélective qui "consiste à s'exonérer de (ses propres) crimes tout en privilégiant la mémoire des crimes commis par les autres"¹¹ - les médias ont contribué à la démonisation des autres communautés, particulièrement des albanais du Kosovo, des croates et des musulmans bosniaques. En 1990, pour préparer et justifier la reprise en main de la province du Kosovo¹² par Milosevic, la télévision serbe lance, à coups de commentaires globalisants, une campagne contre les Albanais du Kosovo, accusés "*d'empoisonner les puits et d'égorger les enfants*"; campagne relayée par le quotidien *Politika* qui publie les courriers de

⁹ Paradoxalement, en effet, l'étroit pluralisme de l'information qui existait en Serbie jusqu'au début 1995 - avec quelques rares médias indépendants, mais de fait extrêmement limités au plan de la diffusion et donc à faible audience - est plus que jamais menacé. Après la reprise en main de Borba, seul quotidien indépendant (début 1995) et de Svetlost, le plus fort tirage régional en Serbie en septembre, c'est la télévision indépendante Studio B (limitée à Belgrade) qui vient d'être nationalisée au mois de février 1996.

¹⁰ Exemple parmi d'autres, durant l'été 1990, le quotidien *Politika*, dont la rubrique "Échos et réactions" est renommée pour prôner la haine et la xénophobie, consacre cinq de ses six pages à des articles répertorient les crimes des "Oustachis" durant la Seconde guerre mondiale.

¹¹ Stanco Cerovic, "*L'information est-elle possible face à la propagande ?*", in *Dialogues et documents pour le progrès de l'homme/Expériences et réflexions sur la reconstruction nationale et la paix*, Documents de travail de la Fondation pour le progrès de l'homme, n°64, p. 190.

¹² Le 28 septembre 1990 est promulguée par Belgrade une nouvelle Constitution supprimant l'autonomie de ses deux provinces, la Voïvodine et le Kosovo.

lecteurs - en fait des pièces montées - attestant le fait que les Albanais y violent les femmes serbes par centaines¹³.

D'une manière générale, avant le déclenchement de la guerre par la Serbie, les médias audiovisuels de Belgrade ont diffusé de nombreuses émissions consacrées au rappel d'événements historiques qui sont toujours mis en parallèle avec les persécutions dont seraient victimes les serbes de Croatie et de Bosnie. Cette tendance ira croissante avec le début de la guerre avec la Croatie : c'est notamment le cas de la diffusion d'un documentaire, intitulé "*Umetnici o genocidu*" ("*Les professionnels du génocide*"), relatant, sur la base de nombreux témoignages, les exactions du gouvernement croate d'Ante Pavelitch en 1941 et destiné à réveiller dans la mémoire collective un sentiment de persécution, identique à celui ressenti par les serbes durant la Seconde guerre mondiale, avec à la clef la criminalisation du peuple croate dans son ensemble... L'imagerie des Turcs et de la longue domination ottomane en Serbie a été elle aussi abondamment utilisée pour dénigrer la communauté bosniaque musulmane, présentée comme tête de pont de l'expansionnisme naturel des Turcs et donc implicitement comme une menace de reconstitution de l'Empire Ottoman d'antan.

Cette propagande médiatique a été particulièrement réussie car elle a joué sur des ressorts profonds, en s'appuyant sur des sentiments durablement enracinés dans la conscience collective serbe. Au peuple serbe qualifié d'innocent et juste sont systématiquement opposés ceux qui l'ont martyrisé au fil des siècles et qu'il faut désormais arrêter pour éviter que de nouveaux malheurs ne le frappent¹⁴. En ce sens, les innombrables et douteux "parallèles historiques" ont véritablement préparé, jour après jour, l'opinion publique à l'éclatement du conflit.

En Croatie, où la situation médiatique était plutôt favorable en 1990¹⁵, le début des affrontements avec les serbes en juin 1991 coïncide avec une reprise en main des médias écrits et audiovisuels. Plusieurs centaines de journalistes de la télévision de Zagreb - des croates mais surtout des serbes -

¹³ Voir Catherine Humblot, "*La manipulation de la mémoire*", *Le Monde*, 22 juillet 1993.

¹⁴ Aussi, n'est-ce pas un hasard si, comme l'écrit Stanco Cerovic, "(...)avant le déclenchement de la guerre par la Serbie, la télévision serbe ne diffusait que des récits épouvantables, tous inventés, avec témoins <<fabriqués>> à l'appui, sur les crimes et les viols commis par les Musulmans ou les Croates (...)". In "*L'information est-elle possible face à la propagande ?*", p. 190.

¹⁵ Au moment des élections de mai, en effet, la censure était en net recul et un pluralisme de l'information existait de fait. A l'image des autres formations politiques en compétition, la Communauté démocratique croate (HDZ), parti sorti vainqueur, avait même garanti une totale liberté d'expression...

sont mis en congé forcé. Parallèlement, directeurs et rédacteurs en chef défilent à la télévision, où un décret promulgue la censure dès octobre 1991 soit un mois avant son officialisation par le gouvernement. Le régime de censure est instauré le 9 novembre et prend la forme d'un comité composé d'experts en communication et du ministre de la Communication, chargé de veiller au contenu de l'information. Les quelques rares journaux se montrant indépendants par rapport à la ligne officielle, tels que Slobone Dalmacija, Glas Slavonije ou Danas, subissent des pressions variées allant de l'usage de la force contre les rédactions par les militaires ou des miliciens du HDZ au refus pur et simple d'impression; celle-ci étant contrôlée par des entreprises liées à l'État. Un verrouillage médiatique similaire aura également lieu en Bosnie-Herzégovine, où chaque communauté¹⁶, serbe, croate et musulmane, va s'efforcer, avec l'éclatement de la guerre civile en mars 1992, de contrôler ou fonder des médias à sa solde. C'est ainsi que, sous l'impulsion du gouvernement d'Alija Izetbegovic, sont créés en avril le Centre de presse de Bosnie-Herzégovine et en automne le Centre de presse de l'armée bosniaque. Que naît en avril, dans la foulée de la proclamation de l'indépendance de la République serbe de Bosnie, l'Agence de presse de la République serbe (SRNA), pièce maîtresse d'un dispositif médiatique qui se livrera aux pires actions de propagande et de désinformation. Enfin, avec la proclamation le 28 août 1993 de la République croate de Herceg-Bosna, apparaît l'Agence de presse de Herceg-Bosna (HABENA) créée par le gouvernement auto-proclamé.

En grossissant les faits, en simplifiant d'autres, l'ensemble de ces médias ont été les supports des idéologies nationalistes. En créant des "oppositions simples, en désignant clairement des adversaires, en utilisant des phrases-chocs et des mots bien affûtés", ils ont offert à des millions de gens une lecture réductrice et primaire d'une réalité pourtant complexe et ambivalente¹⁷.

Les médias au service de la guerre

L'action de la propagande sur les populations pour les amener à adhérer aux politiques nationalistes guerrières a pris la forme de véritables campagnes d'opinion. Tantôt il s'est agi de justifier la conquête de territoires qualifiés

¹⁶ Avant 1991, cette république multi-ethnique était peuplée d'environ 44% de musulmans, de 31% de serbes et de 17% de croates.

¹⁷ Sur ces processus à l'oeuvre, voir Henri Madelin, *"Information et idéologie, Télévisions en guerre"*, *Le Monde Diplomatique*, octobre 1990.

d'ancestraux mais occupés par l'ennemi - ennemi qu'il a bien fallu "chasser", tantôt de dénigrer une ethnie ou une nation pour mieux légitimer la violence employée à son encontre (c'est-à-dire en fait se poser en victime du nationalisme des autres pour mieux alimenter son propre nationalisme...) ou, encore, de réduire à néant ou presque toute forme d'opposition¹⁸ aux pouvoirs nationalistes à l'intérieur de chacune des républiques.

L'objectif politico-militaire de la "Grande Serbie", qui suppose le rattachement de territoires bosniaques et croates où vivent des populations serbes, a été appuyé par les médias serbes qui ont servi d'outils de légitimation de l'usage de la force et de la violence. La télévision de Belgrade s'est employée à justifier, de façon systématique, le recours à la force et donc à la violence par les serbes, en assenant au public des affirmations simplistes qui n'apportent en fait aucune information ou indication précise - ne serait-ce que sur les dates ou les lieux par exemple. C'est ainsi que lors du journal télévisé du 2 août 1992, le présentateur affirmait que "les forces croates et musulmanes veulent éliminer tout ce qu'il y a de serbe sur ces lieux. La terreur, la haine fanatique, le génocide physique et moral sur les serbes de Bosnie, les agressions en territoire serbe entrent dans leur optique politique et militaire". Pour donner plus de poids à ces assertions, le montage des images diffusées joue pleinement sur la souffrance d'hommes et de femmes pour engendrer la haine. Lors de son journal télévisé de 19H30, c'est-à-dire l'heure à laquelle 2,5 millions de serbes sont rivés devant leur petit écran, la RTB montrera des images insoutenables (cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants - présentés comme serbes alors qu'il est impossible de les identifier comme tels - en gros plans : cerveaux éclatés, corps décomposés, etc.; maisons et églises détruites, tombes profanées...) qui sont présentées comme des preuves de l'agression faite aux serbes. Comme si cela ne suffisait pas, ces images sont accompagnées et appuyées par une rhétorique guerrière simpliste mais efficace chargée de désigner les ennemis du peuple serbe. Les musulmans sont traités de "moudjahidines", de guerriers du "djihad" ou de "fondamentalistes musulmans", tous ces qualificatifs étant bien évidemment mis en parallèle avec le rappel de l'occupation ottomane et son lot de

¹⁸ Dans le domaine des médias par exemple, il y a eu durcissement à Belgrade dans le contrôle de l'information avec la création en mars 1993 d'un *Conseil de l'Information* auprès du gouvernement, composé en majorité de journalistes "patriotes". Ce Conseil a été créé à l'initiative de Brana Crncevic, un intellectuel nationaliste proche du pouvoir... Parallèlement, au mois d'avril commençait une bataille contre les correspondants étrangers, avec l'instauration d'un visa obligatoire pour l'entrée en Yougoslavie.

conversions forcées à l'islam... Les commentaires faits par les journalistes serbes, y compris dans les journaux, proscrivent les termes "bosniaque" ou "forces bosniaques" au profit d'expressions péjoratives et connotées le plus négativement : on relève entre autres l'exemple des "guerriers d'Ali¹⁹, armés par Saddam Hussein" qui mènent "une guerre sainte au nom de l'islam". Il est vrai qu'en parallèle la Serbie est historiquement présentée comme le rempart contre l'invasion islamiste en Europe... De leur côté, les croates et leurs combattants sont désignés sans nuance d'«Oustachis²⁰» ou de fascistes se battant au nom de l'Allemagne. Les ennemis des serbes sont comparés à des forces démoniaques, à travers un vocabulaire étudié pour susciter la peur et la haine. Le manichéisme bons-méchants vaut également pour la description des combats. Les reportages montrant les forces serbes en mouvement ne comportent aucune image de destruction, de victime civile. Lorsque les forces serbes attaquent une ville, l'action est présentée comme un moyen de défense : selon la terminologie officielle, les serbes n'attaquent jamais les premiers. Le contraste est saisissant avec les reportages relatant les offensives opérées par les troupes croates, qui n'épargnent rien mais qui détruisent tout, et qui égorgent systématiquement les civils serbes ! Soldats croates et musulmans - "sales, lâches et drogués" - sont opposés aux combattants serbes célébrés comme courageux et téméraires, toujours prêts à se porter au secours de la victime et de l'innocent. A en croire Catherine Humblot, c'est même toute "une mythologie guerrière (qui) s'est élaborée, glorifiée par la télévision de Belgrade à travers des héros dignes des bandes dessinées, tel le capitaine Dragan surgi avec ses miliciens du fond des ténèbres séculaires"²¹...

Les médias croates ou bosniaques ne sont certes pas exempts de critiques tant ils ont eux aussi usé et abusé de qualificatifs discréditant les serbes, dont celui de "terroristes tchetniks²²". Si l'on fait une comparaison entre la propagande nationaliste serbe, croate et bosniaque, on constate que la première surpasse les deux autres tant par l'échelle que par le contenu des messages médiatiques délivrés²³. Mais ce qui distingue profondément le nationalisme serbe, c'est son caractère paranoïaque. On peut l'illustrer par la

¹⁹ C'est-à-dire Alija Izetbegovic, chef de l'État bosniaque.

²⁰ Fascistes croates alliés de l'Allemagne nazie et de l'Italie mussolinienne durant la Seconde Guerre mondiale.

²¹ *Le Monde*, 23 juillet 1993.

²² Extrémistes serbes.

²³ Cette "perfection", ce "savoir faire" serbe est désormais matérialisé en ex-Yougoslavie par un cliché qui dit qu'en comparaison "Goebbels était un enfant"...

permanence, dans les médias et dans les discours des hommes politiques, de l'idée de complot contre la nation serbe. Ce complot prend des formes différentes suivant un contexte lui-même évolutif. Belgrade, relayée par les serbes de Bosnie et de Croatie, évoquera tour à tour le complot "vaticano-oustachi-allemand"²⁴ et le complot américain (on note ici et là une résurgence de la propagande communiste); complots internationaux dont la manifestation la plus concrète serait l'embargo des Nations Unies frappant la Serbie depuis mai 1992. Dans la même logique, les plans de paix successifs de la communauté internationale ont été dénoncés comme des stratagèmes machiavéliques pour que les serbes abandonnent leurs frères de Bosnie ou de Croatie. Ainsi, le 10 avril 1993, la télévision serbe affirmait, par la voix de son présentateur, que signer revenait à approuver "le nettoyage ethnique à l'encontre des serbes"... Autre visage de cette machination anti-serbe, le complot prétendument orchestré par les "traîtres" de l'intérieur : les journalistes accusés de ne pas coller à la ligne Milosevic²⁵ seront ainsi écartés de leurs fonctions, après avoir été nommément désignés comme "traîtres" par les hérauts du régime. L'ultra-nationaliste Vojislav Seselj, chef du Parti radical, dressera ainsi à plusieurs reprises, lors de conférences de presse retransmises par les médias officiels, les listes des journalistes "incontrôlables ou partisans".

Triomphe de la désinformation

Si la désinformation consiste bien en l'utilisation "de techniques de l'information - notamment de l'information de masse - pour induire en erreur, cacher ou travestir des faits", alors on est réellement en droit de parler du triomphe de ces procédés dans le cadre du conflit yougoslave. Quel que soit le bord considéré - même s'il est vrai que, là encore, les médias serbes "se distinguent" - tous les médias (agences de presse, journaux, radiotélévision...) ou presque ont régulièrement procédé soit à la falsification de la vérité, soit à l'imposition du silence sur certaines informations "cruciales", soit à la création des fausses nouvelles... Certains

²⁴ Le 30 août 1995, TVB1 diffusait par exemple les extraits d'un reportage d'une chaîne allemande dans lequel de jeunes nazis exprimaient leur haine des serbes et se vantaient d'avoir combattu aux côtés des croates et exterminé un bon nombre de serbes... Ce reportage montrait également des nazis en France et en Italie, suggérant à travers ces figures extrémistes que la programmation de l'extermination du peuple serbe relevait bien d'un complot mondial.

²⁵ Ces pressions publiques sur les journalistes indépendants ne sont pas propres à la Serbie, on les retrouve aussi bien en Croatie, en Bosnie ou au Monténégro par exemple.

"médias" utiliseront indistinctement tout l'éventail des possibilités qu'offrent ces trois techniques.

D'une manière générale, toute information contradictoire avec la propagande officielle est méthodiquement écartée. L'un des exemples les plus flagrants en la matière est sans nul doute le bombardement par les forces serbes des villes de Sarajevo et de Dubrovnik. Les images diffusées sur Dubrovnik étaient accompagnées d'un commentaire accusant notamment les preneurs d'images occidentaux de manipulation et d'avoir fait brûler un pneu devant leurs caméras pour faire croire que la ville était en flamme... Quant aux bombes lâchées sur Sarajevo et les dégâts occasionnés, pendant quelques mois ils n'existeront tout simplement pas aux yeux des téléspectateurs serbes puisque la télévision de Belgrade, pour nier leur existence, diffusera des images de la ville prises des mois voire des années auparavant. Il est aussi fréquent qu'une information dérangeante soit minimisée dans sa signification. La simple annonce de la chute de l'enclave de Srebrenica en juillet 1995 est ainsi reléguée en fin de journal télévisé par la RTB²⁶, loin derrière les informations principales du jour : à savoir les affaires économiques du pays et la guerre en Tchétchénie... Quand elles parviennent malgré tout à filtrer, certaines informations mettant directement en cause la responsabilité de serbes dans la perpétration d'atrocités sont détournées. Le 27 mai 1992 dix-sept habitants de Sarajevo sont tués par un obus serbe au moment où ils faisaient la queue pour avoir du pain. Les images de ce massacre ne seront montrées par la RTS que bien plus tard et accompagnées de la version officielle des serbes accusant le gouvernement de Sarajevo de l'avoir organisé pour provoquer l'intervention des occidentaux²⁷... La création de fausses nouvelles constitue une autre forme, sans doute la plus pernicieuse, de la désinformation. SRNA, la télévision des serbes bosniaques, parlera, *"à l'époque où Sarajevo était coupée du monde, des lions affamés du zoo de Sarajevo auxquels <<les Musulmans*

²⁶ Alors que l'on sait alors pertinemment, comme l'écrit Rémy Ourdan, que les *"soldats de Mladic mitraillent les colonnes de réfugiés, assassinent et égorgent"*. In *"Ratko Mladic le barbare"*, *Le Monde*, 9 février 1996.

²⁷ Un scénario qui se répétera avec les 68 morts et 142 blessés causés par un mortier serbe sur le marché de Sarajevo le 5 février 1994. Le 9 février, "la télévision serbe de Pale diffusait les images des télévisions occidentales en commentant chaque détail, avec arrêt sur image, et chaque fait que les serbes considéraient comme étant une preuve d'une mise en scène des Bosniaques". Voir à ce propos l'intéressant mémoire de maîtrise *"Le rôle de la télévision d'État dans la montée du nationalisme extrémiste en Serbie"*, Sonja Milenkovic, Université Paris II Panthéon-Assas, 1994/1995, pp 79-82.

jettent les enfants et les femmes serbes en guise de repas>>²⁸. D'autres mensonges tout aussi déments, repris par les médias serbes sans aucune vérification - comme l'existence de *"colliers fabriqués par les croates avec des doigts coupés d'enfants serbes"*²⁹, sont élaborés pour fanatiser les populations serbes et, finalement, justifier des politiques de conquêtes et de nettoyage ethnique. En filigrane de ces grossiers trucages transparaît donc l'idée que tous les moyens sont bons face à de tels démons...

Le survol, trop rapide, des procédés observables en ex-Yougoslavie depuis quelques années suffit cependant à démontrer combien la guerre est inséparable de l'information et de la communication. Que le contrôle de celles-ci soit un enjeu en soi ou un moyen supplémentaire d'atteindre des objectifs préalablement fixés, on vérifie une fois de plus l'importance du *"faire savoir"* et du *"faire croire"*. Constat corroboré par Nenad Pejic - ancien directeur des programmes de Sarajevo TV contraint à l'exil - pour lequel *"sans les médias, particulièrement sans les chaînes de télévision, la guerre dans l'ex-Yougoslavie n'est pas imaginable"*³⁰. Absence ou presque d'informations alternatives, verrouillage des médias, poids écrasant de télévisions constituant la seule source d'informations pour plus de 90% des populations... Tous ces facteurs expliquent le manque de recul et l'adhésion du plus grand nombre aux thèses officielles, et accréditent, s'il en était encore besoin, ce qu'écrivait il y a déjà cinq siècles, à San Casciano, un certain Niccolo Machiavelli, à savoir que *"les hommes, en général, jugent plutôt avec les yeux qu'avec les mains, car chacun a occasion de voir, mais de tâter bien peu"*³¹.

Les réponses de la communauté internationale

Ce qui caractérise aujourd'hui comme hier le paysage médiatique des diverses républiques, c'est l'absence d'un réel pluralisme de l'information³²; absence qui s'explique en partie par l'organisation des médias au temps de la République Socialiste Fédérale de Yougoslavie. Le statut juridique des

²⁸ In *"Les émules de Goebbels"*, *La Lettre de Reporters sans frontières*, Jelena Ponorac, novembre 1992, p. 7.

²⁹ C. Humblot, *Le Monde*, 23 juillet 1993.

³⁰ Interview à *La Lettre de Reporters sans frontières*, décembre 1992, pp. 24-25.

³¹ Machiavel Nicolas, *Le Prince*, Seghers, Paris, 1972, p. 145.

³² A l'exception notable de la ville de Sarajevo, qui totalisait en mai 1995 dix stations de radio et trois stations de télévision toutes aux prises avec de grandes difficultés matérielles et financières (*Sarajevo Fax*, Paris, bimensuel n°6, mai 1995).

organes d'information sous la RSFY - jusque là propriétés publique et sociale (les actions appartenant à des syndicats, à des villes, à des associations, etc.) - a été bouleversé à la fin des années 1980. Quand ils ne sont pas devenus purement et simplement, dans les différentes républiques, la propriété de l'État, ils ont été progressivement privatisés au profit de personnalités proches de chacun des régimes. De Belgrade à Zagreb, les partis nationalistes au pouvoir, par le contrôle étroit qu'ils exercent sur la télévision, se sont assurés le monopole de la création des images et des symboles. Face à eux, les quelques rares médias indépendants n'occupaient et n'occupent guère plus du dixième de l'espace médiatique³³. La raison du maintien ou de la tolérance de tels médias - symboliquement importants - réside semble-t-il dans des considérations de politique extérieure, l'adhésion de la Croatie au Conseil de l'Europe étant entre autres conditionnée par la liberté d'expression y régnant et la Serbie exhibant ces médias pour donner d'elle une image démocratique à la communauté internationale... Malgré ce souci évident de respectabilité, les gouvernements de Belgrade, Zagreb et dans une moindre mesure de Sarajevo, ont usé et abusé de moyens "légaux" pour contrer ces voix dissidentes. L'annulation du statut de "société de participation" de nombreux médias, justifiée par l'invalidation des lois de la RSFY, a été utilisée pour reprendre le contrôle de Borba, Svetlost et Studio B en Serbie ou alors de Danas en Croatie³⁴. La poursuite en justice d'organes de presse pour insulte et diffamation, accompagnée d'une demande de dommages très élevés, constitue un autre moyen aussi classique que le chantage à la publicité, la levée de taxes spéciales³⁵ ou le refus d'impression ou de diffusion, rendu possible par des situations de monopole de droit ou de fait. A cet arsenal, il faut ajouter les attaques dirigées contre les journalistes des médias indépendants à travers des campagnes de presse menées par les médias officiels, ou encore la mobilisation forcée de journalistes par trop gênants, comme ceux de Radio Zid à Sarajevo qui ont été incorporés dans l'armée bosniaque début 1995...

³³ Voir *"Situation of the media in former Yugoslavia"*, Report to the Commission of the European Union, AIM, Paris, March 1995, p. 1.

³⁴ Autre cas de figure, certaines radios, comme Radio Labin "Art Express" à Zagreb, se sont vu retirer leur fréquence au profit de structures proches du pouvoir. (Source : A.I.M.).

³⁵ *Feral Tribune*, l'unique journal satirique indépendant de Croatie et bête noire du régime Tudjman, s'est vu contraint de payer une taxe supplémentaire qui frappe généralement la presse du cœur et pornographique... Depuis le 1er juillet 1994, l'hebdomadaire verserait ainsi 8000 dollars chaque semaine dans les caisses de l'État au titre de "taxe sur la liberté de parole publique". (AFP).

La place des ONG

Dans ce contexte d'information manipulée et encadrée, d'absence de réelle liberté de circulation des informations entre républiques, quelques organisations non-gouvernementales (ONG) ont tenté de réagir et de lutter contre les propagandes des nationalistes en fournissant une information honnête et objective aux populations. L'une des tentatives les plus intéressantes - parce qu'elle émane de professionnels originaires des six républiques de l'ex-Yougoslavie et qu'elle perdure aujourd'hui - est la création en octobre 1992 du réseau d'informations indépendant par ordinateur "Alternativna Informativna Mreza" (A.I.M.) qui va fonctionner à partir de juin 1993 comme une véritable agence de presse. En permettant l'échange d'articles et d'informations librement reproductibles entre les républiques - pour rompre le blocus de la communication - et en favorisant l'émergence de médias indépendants et attachés à la déontologie journalistique, les journalistes correspondants³⁶ du réseau ont permis la circulation d'informations alternatives. Celles-ci sont malheureusement limitées dans leur impact car colportées par des médias indépendants à l'audience assez faible. Dans une optique similaire de lutte contre la désinformation générale, l'association "Droit de parole" a affrété un bateau émetteur, "Radio Brod", qui a diffusé depuis les eaux internationales de l'Adriatique. Animé par des journalistes professionnels de toute l'ex-Yougoslavie, la rédaction de "Radio Brod" a diffusé pendant un an - de mars 1993 à février 1994 - un programme d'informations objectives et pluralistes vers les ex-républiques yougoslaves.

L'aide matérielle et financière apportée aux médias a constitué un autre volet d'intervention utile : un "Centre de coordination des médias indépendants de la région des Balkans"³⁷ créé en avril 1993 a ainsi entrepris d'importantes activités d'aide aux médias; d'autres organisations de défense de la liberté d'expression - telles que Reporters sans frontières, Article 19 ou la Fondation Soros³⁸ - ont elles aussi mené des actions de lobbying pour la

³⁶ En octobre 1994, sept rédactions existaient déjà à Zagreb, Belgrade, Podgorica, Ljubljana, Skopje, Pristina et Sarajevo.

³⁷ Basé à Ljubljana, ce centre a été créé à l'initiative de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), de la Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ) et a reçu le soutien de l'UNESCO.

³⁸ La Fondation Soros - dont le fondateur George Soros a été qualifié en mai 1995 "d'ennemi de la Serbie et de son peuple" par le Ministre de la Culture - vient de se voir interdire de poursuivre ses activités en Serbie en février 1996. (A.I.M.).

levée des mesures d'embargo sur certains produits dont le papier ou apporté des aides diverses à quelques médias.

Vers une "Voix de la communauté internationale" ?

On sait que la manipulation de l'histoire et de l'information ont engendré les pires exactions. Ce que l'on s'explique moins c'est l'absence de réaction ferme et rapide des États formant la communauté internationale pour se doter des moyens d'opposer la vérité au mensonge. Dans de telles situations, la capacité de réponse de la communauté internationale paraît devoir revêtir deux types d'actions complémentaires : tenter de réduire au silence les voix appelant à la haine, faisant l'apologie de la violence ou incitant à la discrimination raciale et ethnique; offrir, via un "Média de la communauté internationale", des informations capables de soustraire les populations à la propagande guerrière des nationalistes.

L'arsenal des textes internationaux³⁹ qui auraient pu permettre à l'ONU de faire taire les médias de la haine - en sa qualité de garante de la paix et de la sécurité internationales - existe, les solutions pratiques également même si elles se révèlent parfois difficiles à mettre en oeuvre. Un précédent peut ainsi être invoqué puisque dans sa résolution 837 du 6 juin 1993 le Conseil de Sécurité a autorisé, au lendemain de la mort de plusieurs casques bleus à Mogadiscio, la neutralisation des "systèmes de radiodiffusion qui contribuent à la violence et aux attaques contre ONUSOM II" : quelques temps après, la radio du principal chef de guerre somalien, le Général Mohammed Aïdid, était détruite par un commando onusien. Cette mesure énergique, prise au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies autorisant le recours à la force, reste un exemple unique qui n'a été renouvelé ni dans le cas du Rwanda par la MINUAR ou par "Turquoise" ni dans le cas de l'ex-Yougoslavie par la FORPRONU. Cette solution, si elle avait été envisagée pour l'ex-Yougoslavie, se serait immanquablement heurtée à de nombreux obstacles : d'une part au nombre important des médias concernés, d'autre part à leur dissémination territoriale et, enfin, à la résistance de pouvoirs autrement plus organisés que les milices

³⁹ Sans entrer dans le détail, on peut citer les textes internationaux d'ordre répressif suivants qui peuvent servir de base juridique à une telle option : l'article 20 du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* du 16 décembre 1966, l'article 4 de la *Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* du 21 décembre 1965 ou les articles 3 et 5 de la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* du 9 décembre 1948.

somaliennes. Obstacles qui ne sont sans doute pas étrangers au manque de volonté politique manifestée par les États ayant un statut de membre permanent au sein du Conseil de Sécurité...

Bien plus réaliste est le second type d'actions, dont un commencement de réalisation a vu le jour en 1994 dans la mesure où la FORPRONU, suite aux résolutions de l'Assemblée générale, a lancé "un certain nombre d'initiatives dans le domaine des médias, dans un effort visant à fournir aux habitants des diverses républiques des informations exactes et impartiales concernant la mission de maintien de la paix et les questions d'actualité"⁴⁰. Mais il ne s'est agi en l'occurrence que de petits modules d'information sur la FORPRONU et son mandat, diffusés par quelques médias ayant offert momentanément leurs antennes à la force de maintien de la paix⁴¹. On le voit, la FORPRONU n'avait pas prévu de volet "information" doté de ses propres moyens de communication; il semble par contre qu'au niveau des contingents français on ait imaginé de monter une radio, diffusant des programmes de divertissement, qui aurait pu, en cas de retrait précipité, être utilisée pour la diffusion de messages importants, y compris destinés aux populations.

Tirant les conséquences des difficultés rencontrées par l'organisation mondiale à la fois en Somalie, au Rwanda et en Yougoslavie, le Secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, a prôné récemment, dans un supplément à "l'Agenda pour la paix", que les forces de maintien de la paix disposent à l'avenir "de moyens d'informations efficaces afin de pouvoir expliquer leur mandat à la population et, en constituant une source crédible et impartiale, contrecarrer la diffusion à leur sujet de renseignements faux, même par les parties concernées"⁴². Le premier fonctionnaire de l'ONU voit dans l'existence de tels moyens d'information - il cite la radio comme outil le plus approprié - la condition sine qua non du succès de toute opération de maintien de la paix.

A n'en point douter, toute opération de maintien de la paix menée sous l'égide de l'ONU - qui plus est lorsqu'il s'agit en fait d'une mission d'imposition de la paix" - devrait comporter un volet "communication".

⁴⁰ *Rapport spécial sur les médias* de Tadeusz Mazowiecki, p. 35.

⁴¹ De fait, comme nous l'ont confirmé deux officiers ayant servi sous bannière onusienne à Sarajevo, certains de ces programmes, dépendants de canaux de diffusion locaux, ont été censurés.

⁴² In *"Supplément à l'Agenda pour la paix : rapport de situation présenté par le Secrétaire général à l'occasion du cinquantenaire de l'organisation des Nations Unies"*, *Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation*, 3 janvier 1995, p. 12.

Communication qui vise traditionnellement à garantir une bonne cohésion interne (entre les différents bataillons et entre ceux-ci et les centres de commandement) de même que l'acceptation par les populations et les parties concernées du stationnement des contingents de casques bleus sur tel ou tel terrain (par le biais d'une communication externe basée sur un travail d'explication du mandat de la force, de ses objectifs, etc.). Mais, au-delà de ces fonctions "communicantes", l'ONU doit aussi avoir une fonction "informante" dès lors que les populations n'ont pas accès à une information honnête, soit du fait de l'inexistence de média (cas peu probable au demeurant) soit du fait d'une main mise politique sur les médias, transformés en outils de propagande guerrière et nationaliste, à l'image de la situation passé et présente en ex-Yougoslavie. Pour éviter que les populations ne soient manipulées et sous-informées, il est donc nécessaire d'aller plus loin et de proposer le principe de la mise en place de ce que l'on pourrait qualifier de "médias d'ingérence". Entre "médias humanitaires" et "médias propagandistes", ils auraient pour tâche de pallier les insuffisances et les manques d'une information étouffée et donc de contrer toute manipulation de l'information. Il ne s'agit bien entendu aucunement d'un quelconque "remake" des radios internationales nées de la guerre froide - étiquetées idéologiquement. Mais plutôt, en partant du principe que le droit à une information honnête et exacte est d'intérêt collectif, de définir un droit minimum à l'information pour les populations en temps de crise et de le concrétiser par la mise sur pied d'un média qui, pour être efficace et disposer de moyens suffisants, pourrait être géré par l'ONU⁴³. Sa crédibilité supposerait qu'un certain nombre de conditions soient réunies : sa mise en place devrait être effective dès le lancement de l'opération de maintien de la paix et son fonctionnement devrait être assuré par des journalistes originaires des territoires concernés et irréprochables professionnellement. Son unique objectif et sa seule contrainte devraient être de remplir sa fonction d'information, qui est une fonction sociale d'intérêt général : c'est-à-dire de rechercher les faits et de rapporter les événements de la façon la plus complète et la plus fidèle possibles afin d'aider les populations à mieux comprendre leur environnement au sens large et la mission des casques bleus. La nécessaire indépendance d'un tel média exclurait a priori tout lien de "sujétion" à la chaîne de commandement onusienne au niveau du contenu des informations diffusées, le rôle dévolu à l'organisation à travers

⁴³ Là encore existe un "précédent" avec le mandat qu'avait reçu l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), le 23 octobre 1991, pour émettre dans la zone contrôlée par les Khmers rouges.

ses représentants devant être celui d'opérateur et d'organisateur. Deux difficultés majeures doivent donc être résolues. En premier lieu, on doit s'assurer que le jeu des relations institutionnelles et hiérarchiques de ce média avec la chaîne de commandement onusienne garantisse aux journalistes des conditions de travail "normales". En second lieu, il faut que les représentants des Nations Unies - particulièrement les militaires - acceptent davantage de transparence qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent... Certes ces conditions peuvent paraître difficiles à réunir, mais, dans toute situation de crise, l'importance de l'existence d'une "Voix de la communauté internationale" pèse plus que les hésitations de journalistes à travailler sous bannière onusienne ou que l'inclination naturelle des militaires au "secret". Pour s'en convaincre, on peut méditer le bilan que dresse le journaliste Stanco Cerovic du drame yougoslave : "Une des rares leçons apprises est que seule la radicalité, sans complaisance aucune par rapport à toutes les parties, une radicalité consistant à tout nommer, même les vérités les plus désagréables pour le peuple, comme pour les dirigeants, est la seule issue. Bien sûr, cette approche n'a aucune efficacité immédiate (arrêter les massacres), mais à long terme, cette obstination radicale est seule porteuse d'avenir (...) Même si politiquement, la résistance de la conscience individuelle signifie peu, elle constitue un pilier inébranlable de la vérité à venir, elle recrée quelque part un espoir, une idée d'humanité"⁴⁴.

⁴⁴ *"L'information est-elle possible face à la propagande ?"*, p.192.